LA RECESSION DE 1966 / 67 EN ALLEMAGNE FEDERALE ET SES REPERCUSSIONS SUR LES OUVRIERS TURCS

Nermin ABADAN-UNAT

Introduction

La discussion sur la thèse que la main-d'oeuvre immigrante forme une "armée de réserve industrielle" continuera probablement à occuper longtemps l'esprit des chercheurs. Pour les adversaires de ce point de vue, les immigrants viennent dans le pays d'accueil pour occuper les couches subalternes de la classe ouvrière métropolitaine et permettre une promotion sociale à la main-d'oeuvre nationale. Dans le sens de cette réflexion, un chômage important existait en permanence seulement dans l'économie capitaliste prékeynésienne donc avant 1929¹. Cependant d'autres économistes démontrent sur la base d'une montée en flèche des chiffres concernant le chômage, soit 636.000 chômeurs en mai 1967 équivalant à un chiffre, 3,5 % plus élevé que la moyenne des années 1960-65, que pendant la récession de 1966-67 la montée constante des salaires a diminuée.

Au surplus les immigrants en général ont été les derniers embauchés et les premiers licenciés. Il ne suffit pas de dire comme le fait le Secrétaire Général de la C. G. C. que "leur manque de qualification les désigne, en cas de récession, parmi les premières victimes du chômage". Cette explication partielle fait bon marché des nombreuses pratiques discriminatoires exercées à l'encontre des immigrants. En vérité, la politique officielle de recrutement exercée par l'Organisation Fédérale du Travail

*Cet article se base sur le rapport présenté par l'auteur au Groupe de Travail sur les migrations attaché à la Direction de la Main d'Oeuvre de l'OECD, Paris, 20-22 Septembre 1971

¹ B. Granotier, *Les travailleurs immigrés en France*, F. Maspero, Paris 1970, P. 28.

Allemande (O. F. T.) s'est appuyée consciemment sur l'encouragement du retour au pays d'origine ainsi que sur des mesures restrictives²

Autrement dit, la main-d'oeuvre étrangère en général et surtout dans le cas pays liés par des accords bilatéraux, a servi de manivelle pour appaiser la baisse inattendue des investissements et l'arrêt d'une conjoncture croissante.

Les entreprises ont bien bénéficié de la fin abrupte d'une conjoncture trop échauffée pour remédier à la manque de discipline du travail et aménager des projets de rationalisation. La productivité augmenta substantiellement malgré la baisse de l'utilisation des capacités. La hausse de productivité pour chaque heure de travail a augmenté entre fin 1966 et fin 1967 de 11,1 %³. Cette tendance est confirmée officiellement dans le rapport économique du Gouvernement Fédéral Allemand par la croissance du revenu annuel des entreprises en 1968 de 8 % en comparaison du taux de croissance sociale de 6 % et des salaires de 4 à 5 %. Une des leçons les plus importantes à retenir de la récession de 1966 /67 est son rôle d'ajustement économique. La récession semble ne pas servir ni au début d'un effondrement du système capitaliste, ni à une crise universelle aigue, mais plutôt à un mécanisme régulateur, un processus de manivellement dans lequel la main-d'oeuvre étrangère semble devenir la proie et la cible au premier plan.

1.- *La répercussion de la récession de 1966 /67 en général*

La hausse conjoncturelle de l'emploi d'une main-d'oeuvre étrangère était arrivée, mi 1966, à 1,3 millions de travailleurs, soit 6,1 % de la population active non indépendante. La récession économique qui début vers la fin de 1966 amena une retraite assez importante soit une baisse jusqu'à 4,7 % de la même population (704.600 hommes, 286.700 femmes).

2 Le principe officiel était le suivant: "L'activité des travailleurs immigrant en Allemagne Fédérale est considérée comme limitée, soit nature provisoire".

Voir Grundsätze zur Eingliederung auslaendischer Arbeitnehmer, *Bundesarbeitsblatt*, 4 / 4 / 1970, P. 281, en outre Hrgb. Siegm. Geiselberger, *Schwarz bucè: Auslaendische Arbeiter*, Fischer Taschenbuch 1972, P. 20-22.

3 *Wirtschaftswissenschaftliche Mitteilungen des W. W. I.*, Februar 1968, P. 45-46; K. Lungwitz: Beschäftigtenentwicklung und Wirtschaftswachstum in Westdeutschland, *DWI Berichte*, 19. Jg. / 1968, P. 18; Marios Nikolinos, *Politische Ökonomie der Gastarbeiterfrage*, Rowohlt Verlag, Hamburg 1973, P. 67-68

TABLEAU 1
 NOMBRE DE TRAVAILLEURS ETRANGERS EN
 1966 / 67 - (4)

Années	Travailleurs jusqu'à fin septembre	Absolu	% + ou - qu l'année précédente	Pourcentage de la main-d'oeuvre étrangère
1966	1.313.491	+ 96.687	+ 7.9	6.1
1967	991.255	-322.236	-24.5	4.7

La récession toucha beaucoup plus sensiblement les hommes que les femmes. Pendant que le nombre des travailleurs masculins avait diminué de 27,7 % fin septembre, ce pourcentage se révéla seulement de 15,3 % pour les femmes. Cette différence s'explique en partie, par l'anatomie de la main-d'oeuvre étrangère en Allemagne Fédérale qui démontre qu'en 1963, pour 17,1 % d'hommes, seulement 9,8 % femmes se trouvaient employées.

L'affaiblissement de la conjoncture économique ayant frappé surtout des secteurs avec une prédominance de la main d'oeuvre masculine (construction, métallurgie, etc..) c'était avant tout les hommes qui en subissaient les conséquences.

L'adaptation de l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère s'effectua notamment de deux façons complémentaires:

1.- *Première mesure: retours encouragés au pays d'origine.*

Parmi les diverses raisons des retours conjoncturels on peut citer:

- a)- Refus de l'employeurs de renouveler le contrat de travail
- b)- Raccourcissement des horaires de travail aboutissant à des salaires non satisfaisants entraînant le départ
- c)- Baisse d'enthousiasme pour un travail quotidien ne permettant plus de travail supplémentaire ni de primes de de production.

L'importance numérique de ce retour pour 1966/67 est évaluée à un demi million en comparaison avec 300.000 dans les années précédentes.

4 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1967, P. 3.

Le fait que les institutions fédérales ont refusé au début de verser des allocations de chômage aux étrangers a également forcé un grand nombre d'ouvriers de quitter le pays.

2.- *Seconde mesure: priorité de recrutement aux ouvriers nationaux.*

La seconde mesure a été de restreindre le recrutement. Pour ce but un nouveau mécanisme fut mis en vigueur. Un bulletin pour l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère (STELLENHINWEIS DIENST FUR AUSLANDISCHE ARBEITNEHMER) fut publié deux fois par semaines à Francfort et diffusé à toutes les agences de l'organisation fédérale de recrutement. Il était obligatoire de notifier chaque demande d'emploi à la centrale fédérale de placement C'est seulement au bout de deux semaines, si aucun candidat national ne s'était présenté pour occuper la place vacante, que la demande citée pouvait être notifiée à la commission allemande de recrutement située à l'étranger. Les mesures administratives ainsi que les dispositions des services de personnels des entreprises ont sérieusement diminué l'afflux de nouvelles demandes d'emploi. En 1967, seulement 150.000 nouvelles cartes de légitimation et de permis de travail furent délivrées, soit un tiers de l'année 1966. La distribution des chômeurs démontre que le mois le plus critique pendant la récession fut Mars 1967.

TABLEAU 2
CHOMAGE DES TRAVAILLEURS ETRANGERS (5)

Années	Hommes	Femmes	Hommes & Femmes
Fin décembre 1965	1.641	629	2.270
Fin décembre 1966	10.240	3.176	13.416
Fin mars 1967	22.462	6.515	28.977
Fin décembre 1967	7.811	2.577	10.388

Le chômage des travailleurs étrangers non rentrés provoqua surtout une forte mobilité régionale. Beaucoup de travailleurs se rendirent auprès de parents, de compatriotes. Une assez forte partie changea également de secteur.

5 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1971, P. 5

A cause de la récession, les retours saisonniers (vacances de Noël, etc...) se sont visiblement espacés. Tandis qu'en 1966, 393.000 travailleurs se rendirent pour Noël dans leurs pays d'origine, ce nombre tomba jusqu'à 245.000 fin 1967.

Le fait que malgré la récession la distribution régionale des diverses nationalités en Allemagne Fédérale ne changea point est un phénomène intéressant.

Ainsi en 1967 les deux grandes Länder, soit Nordrhein-Westfalen et Baden - Württemberg, avaient attiré la moitié de toute la population ouvrière non indigène; ces deux Länder étaient suivies avec 11-12 % par Hessen et la Bavière du Sud. La récession se fit plutôt remarquer dans la hiérarchie des districts avec un haut coefficient de travailleurs étrangers. Tandis qu'en 1966 il y avait 16 districts avec plus de 20.000 travailleurs étrangers, fin septembre 1966 il en resta seulement 10; les districts éliminés étant Nürnberg, Aachen, Krefeld, Wuppertal, Mannheim et Hannover.

La récession apporta un développement assez curieux dans la distribution des secteurs. Tandis que dans le secteur industriel on enregistra partout des diminutions, dans le secteur tertiaire ce fut le contraire.

TABLEAU 3
DISTRIBUTION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS
DANS LE SECTEUR TERTIAIRE (6)

	1966	1967	Absolu	+ ou - en comparaison avec 1966	
Secteur public	4.5	6.4	63.463	+ 5.011	+ 8.6
Secteur privé	4.6	6.2	61.885	+ 1.165	+ 1.9

L'augmentation de la main-d'oeuvre étrangère se montra en premier lieu dans les services d'hôpitaux (+ 11,7 %), dans le tourisme (hôtellerie, restauration) nettoyage (linge, bâtiments), coiffeurs, etc...

2.- *La répercussion de la récession de 1966 /67 sur les travailleurs turcs en Allemagne Fédérale.*

Pour pouvoir mieux évaluer la répercussion de la récession de 1966 /67 sur les travailleurs turcs, une comparaison entre les autres

6 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1971, P. 8.

groupes de travailleurs est absolument nécessaire. Etant donné que la récession commença en septembre 1966 et arriva au point de culmination en mars 1967, le tableau suivant évaluera en premier lieu le décalage entre ces deux points de repère pour ensuite comparer la différence des années 1966 /67.

TABLEAU 4
DISTRIBUTION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS FORTEMENT
REPRESENTES EN ALLEMAGNE FEDERALE PENDANT
LA RECESSION 1966 / 67 (7)

Mois	Italiens	Grecs	Espagnols	Turcs
Septembre 1966	391.291	194.615	178.154	160.950
Mars 1967	275.919	160.808	136.810	134.308
	-115.372	-33.807	-41.344	-26.642

Ce premier aperçu indique que la récession a frappé *au minimum* les travailleurs turcs. la diminution des demandes d'emploi et en conséquence la chute des nouveaux départs officiels, sont en grande partie responsables de situation changée. Tandis qu'en 1966, 32 516 citoyens turcs on été enoyés par le Service National de l'Emploi, ce chiffre tombe jusqu'à 7.233 en 1967.⁸ Cette baisse confirme la ferme application de la politique restrictive de recrutement du côté allemand, qui a essayé et en grande partie réussi, de contrôler la récession économique en manipulant le marché de la main-d'oeuvre étrangère. Cependant d'après l'observation correcte de Krahenbuhl,⁹ quand la dépression économique a raréfié la demande de main-d'oeuvre turque par les voies officielles, il y eut à peu près deux fois plus de permis de travail délivrés à des Turcs en Allemagne qu'il n'y avait de Turcs officiellement recrutés pour ce pays. Indice qui montre clairement que la crise économique, loin d'attirer en grande masse des retours, a au contraire provoqué des sorties masquées (départs comme touristes) avec une répression sur le marché du travail allemand.

Cependant quand on évalue l'évolution de l'immigration des divers groupes jusqu'en 1969, on observera tout de suite

7 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1971, P. 34

8 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1968, P. 24

9 R. E. Krahenbuhl, *L'émigration et le marché du travail en Turquie*, P. 12

que la croissance du groupe turc poursuit une courbe modérée (+ 4,3%) en comparaison avec l'augmentation substantielle des Yougoslaves (+ 10,3 %)

Néanmoins, il reste à remarquer qu les Turcs et les Yougoslaves sont les deux groupes nationaux qui, après la récession, ont augmenté leurs contingents d'une façon continue.

TABLEAU 5
POURCENTAGE DES TRAVAILLEURS ETRANGERS
1966 — 1969
(10)

Groupes nationaux	1966	1967	1968	1969	Différence entre 1966—1969
Italiens	30.4	26.8	28.3	23.2	+ 7.2
Yogoslaves	7.4	9.5	9.8	17.7	+10.3
Turcs	12.0	13.4	13.7	16.7	+ 4.3
Grecs	14.9	14.3	13.4	12.7	— 2.2
Espagnols	14.1	12.6	11.1	9.5	— 4.6

Pour mieux évaluer la répercussion de la récession, il faut également étudier l'effet de ce phénomène économique au point de vue de sexe et des secteurs.

TABLEAU 6
DISTRIBUTION DES TRAVAILLEURS TURCS D'APRES
LES SEXE PENDANT LA RECESSION DE
66 / 67 (11)

Mois	Hommes	Femmes
Septembre 1966	133.735	27.215
Mars 1967	108.903	25.405
	-24.832	-1.810

Les chiffres absolus démontrent clairement que c'est surtout les hommes turcs qui furent affligés par la récession. Ceci se révèle également dans le "trend" de l'emploi des travailleurs turcs féminins qui ont enregistré croissance la plus accentuée.

10 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht*, 1970, P. 14

11 Auslaendischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1968, P. 47

TABLEAU 7
 POURCENTAGE DES TRAVAILLEURS ETRANGERS
 FEMININS
 1966 — 1969 (12)

Nationalités	1966	1967	1968	1969	Différence entre 1966—1969
Yugoslaves	—	33.4	35.5	32.3	+32.3
Grecs	40.0	41.5	42.2	42.4	+ 2.4
Italiens	18.1	21.7	22.1	23.2	+ 5.1
Turcs	16.9	19.4	22.4	21.9	+ 5.0
Espagnols	31.1	35.9	35.0	31.5	+ 04

Les chiffres indiquent clairement qu'en revers des travailleurs masculins, tous les groupes nationaux féminins fournissant un surplus de main-d'œuvre, ont augmenté leurs contingents. Dans le cadre de cette poussée les Turcs démontrent une croissance moyenne de 5 %. Comme on l'a déjà dit, la récession n'a pas affligé substantiellement l'emploi de la main-d'œuvre féminine turque, sa croissance a poursuivi une évolution lente et continue.

Reprenant la constatation que la récession affligea en premier lieu les travailleurs turcs masculins, il est temps d'analyser quels ont été les secteurs avec le plus haut taux de limogeage.

TABLEAU 8
 REPARTITION DES TRAVAILLEURS TURCS D'APRES
 LES SECTEURS (13)

Secteurs	1966		1967		Différence des Turcs en % + ou -
	Turcs	Italiens	Turcs	Italiens	
Acier & métallurgie	39.5	29.2	36.9	28.1	- 2.6
Construction	17.5	26.9	17.3	22.4	- 0.2
Diverses industries (matériaux de construction inclus)	16.4	20.0	17.4	20.8	+ 1
Commerce et services (sans transport)	6.5	9.5	9.3	13.1	+ 3.2
Textiles et vêtements	10.2	9.6	10.5	10.3	+ 0.3

12 Ausländischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht* 1970, P. 17

13 Ausländischer Arbeitnehmer, *Erfahrungsbericht*, 1967, P. 11

Dans le cadre d'une dominance orientée vers certains secteurs, les Turcs se trouvent les plus proches des Italiens. Leurs domaines préférés sont le secteur de la métallurgie, notamment la production d'automobiles ainsi que le secteur de la construction. La récession s'est rabattue de la façon la plus intensive sur les travailleurs employés dans la métallurgie. La baisse globale était de - 33,6 %. Ceux travaillant dans le secteur de la construction n'ont pas été tellement touchés. Des enquêtes ont démontré que le secteur de la construction a servi comme centre de refuge pour les travailleurs turcs qui ne voulaient pas retourner dans leur pays. Etant donné que les Italiens subirent les plus grandes pertes dans le domaine de la construction (4, 5 %) il apparaît assez significatif que les Turcs ont non seulement réussi de maintenir presque le niveau d'emploi, mais aussi de soutenir la concurrence. Phénomène qui s'explique en premier lieu par la préférence des employeurs pour les Turcs qui ont la réputation :

- de ne pas être syndiqués,
- de ne pas demander de revendications,
- *d'avoir acquis une forte discipline de travail et*
- de se contenter de logements très modestes.

Cependant, le fait que les Italiens en qualité de citoyens d'un Etat membre du Marché Commun, pouvaient circuler librement et obtenir de nouveaux emplois en Allemagne Fédérale leur assura l'occasion de rattraper au moment du démarrage de la nouvelle conjoncture les emplois vacants, ce qui explique la diminution globale de 2,7 % pour les Italiens entre 1966/1967. Les Turcs ainsi que les autres groupes nationaux, recrutés sur base d'accords bilatéraux en Allemagne Fédérale, ont toujours été assujettis à des considérations en partie politique, soit le souci d'assurer une répartition adéquate entre les divers pays d'immigration. Autant qu'un abandon définitif du laisser-faire-laisser-aller en matière de migration se démontre, les milieux gouvernementaux ont toujours appliqué leurs décisions en vue de satisfaire les besoins immédiats du marché du travail. Pour les Turcs ceci représenta un recrutement lent en contraste avec la libre circulation des Italiens.

Une importante réaction de la récession s'est révélée dans le domaine du transfert des épargnes qui s'effectua comme suit :

TABLEAU 9
 TRANSFERT DES EPARGNES DES TRAVAILLEURS TURCS
 (MILLE \$)

PAYS	1966	1967
Allemagne Fédérale	90.9	67.0
Belgique	8.6	3.2
Autriche	2.8	7.5
Hollande	10.5	11.1
Suisse	1.3	1.7
Divers	1.0	2.2
TOTAL	115.0	93.0

Le tableau révèle aussi bien les conséquences de la récession allemande que son allongement dans la forme d'une baisse des transferts de Belgique également.

Un autre aspect de la récession a été la répercussion de la crise sur la position du transfert des devises au sein de l'importation.

TABLEAU 10
 TRANSFERT DES EPARGNES ET MONTANT DES
 IMPORTATIONS EN TURQUIE

Année	Dolar (Mill.)	Importation (Mill. \$)	Grandeur des épargnes dans le cadre d'importations (%)
1966	115.3	718.3	16
1967	93.0	684.0	13.6

Le dernier tableau démontre clairement que le volume du transfert illégal de devises en Turquie joue un rôle assez décisif dans l'importance des importations en général.

Un autre critère a été le chiffre de travailleurs retournant à leur pays natal pour Noël. Ici aussi les Turcs, tout comme les autres, ont préféré ne pas quitter l'endroit de leur emploi. Le chiffre de voyageurs turcs qui se trouvait à 36 700 en Décembre 1966 malgré le début de la crise, a baissé fin 1967 à 25 100, signe de manque de confiance.

3. La récession de 1966 /67 et la presse turque.

La presse quotidienne ne s'est penchée sur le problème de la récession allemande qu'au moment où la situation devint

extrêmement critique, notamment entre décembre 1966 et mars 1967. Le journal qui accorda la plus grande attention et donna le plus grand nombre de dépêches, soit "Hürriyet", représente un journal de boulevard, avec le plus haut tirage en Turquie (entre 500.000 - 700.000). Les nouvelles publiées ne sont généralement pas accompagnées d'analyses étendues ou de commentaires, mais représentent plutôt un tableau assez exact qui démontre chronologiquement à quel point l'opinion publique turque s'occupa de plus près de la crise. Ce même journal, après avoir donné un sommaire d'un article repris d'un hebdomadaire anglais "The Economist" en juillet 1966 a été un des premiers organes qui donna place à la déclaration du Président de l'Agence Fédérale Allemande, qui déclara que dorénavant "l'Allemagne Fédérale n'est intéressée d'attirer les ouvriers étrangers que par voie de contrat et avec une durée d'une année".

"Hürriyet" continua surtout en décembre 1966 et janvier 1967 de publier presque chaque jour des nouvelles sur la récession allemande en faisant paraître de temps en temps en grandes manchettes des cables sensationnels comme: "Ouvrier turc qui ne veut pas quitter l'Allemagne se suicide après annulation de son passeport" - (29 novembre 1966).

Le correspondant spécial d'"Hürriyet" continua régulièrement à envoyer des nouvelles au sujet des travailleurs turcs en chômage. Il estima leur nombre à 40.000 en janvier et 21.000 en février. Le journal semi-officiel "Tercüman" se joint à cette estimation en soulignant que sur 100 ouvriers turcs en Allemagne, 16 étaient sans emploi.

Il est intéressant de souligner le fait que "Hürriyet" ainsi que "Tercüman" et "Zafer" porte-paroles des milieux progouvernementaux continueront de rehausser le fait que les travailleurs turcs en Allemagne n'obtenaient pas leurs revendications légitimes, soit une indemnité de chômage et en plus par voie de décision discrétionnaire des administrations allemandes ils étaient privés de leurs permis de séjour.

Presque tous les journaux ont accordé une large place aux diverses interpellations parlementaires, qui furent soumises autant par les partis de gauche, (M. Kemal NEBİOĞLU député du parti ouvrier fut un des premiers à attirer l'attention sur la récession) que par les partis de droite, notamment par les parle-

mentaires du parti majoritaire, tous exigeant une attention intensive et des mesures adéquates au sujet citoyens turcs travaillant à l'étranger.

Parallèlement aux interpellations, la déclaration de Türk-İş, confédération syndicale à laquelle adhère la plupart des ouvriers industriels en Turquie, récolta un vif écho dans la presse, Türk-İş utilisa un langage assez critique dans son analyse en plaçant l'ultime responsabilité au sujet du sort des ouvriers limogés, sur le gouvernement turc.

Finalement diverses déclarations du membre turc de la commission des conseillers et représentant spécial du Conseil d'Europe, F. K. GÖKAY, ont retenti dans la presse quotidienne. M. GÖKAY, sans se pencher en détail sur l'étendue de la crise, la minimalisa à deux reprises. Son intérêt s'est uniquement concentré sur les mesures à prendre au sujet des retours des ouvriers et de la formation professionnelle à leur donner.¹⁴

En résumé, on pourrait soutenir que la presse turque progressive gauche, traita le problème de la récession économique avec un intérêt assez vif, en soulignant maintes fois les graves conséquences d'une politique d'immigration non planifiée qui influencera l'évolution future de l'économie turque. D'autre part, la presse droite essaya de mobiliser l'attention de l'opinion publique turque sur les conditions non favorables des ouvriers turcs, restés à l'étranger et continua d'insister pour que le gouvernement réussisse d'empêcher des renvois dramatiques ainsi que la privation du versement des droits sociaux notamment l'indemnité de chômage et du droit de séjour. Le tableau établi sur la fréquence des informations publiées, montre la distribution des nouvelles ainsi que leur intensité parmi un groupe de journaux sélectionnés.

¹⁴ Exposé de F. K. Gökay, RS 90, 5 / 12 / 66; R 110, 10 / 4 / 66, Conseil d'Europe

TABLEAU 11
NOMBRE DE NOUVELLES CONCERNANT LA RECESSION ECONOMIQUE
EN 66 / 67 PARUES DANS LA PRESSE TURQUE

	Novem- bre 1966	Decem- bre 1966	Janvier 1967	Février 1967	Mars 1967	Total
Cumhuriyet (Istanbul)	30	2,3,4,6, 8,14,16 18,19,20 23,26.	24.	6,21.		
	Total-1	Total-12	Total-1	Total-2		16
Ulus (Ankara)		2,4,14,16 21,26,27 Total-7	5.	27.	17.	
		Total-7	Total-1	Total-1	Total-1	10
Hürriyet (Istanbul)	21,27,29	2,14,15, 16,18,29 31.	8.	2,6,10, 11,27.	6,9,13 14,25	
	Total-3	Total-7	Total-1	Total-5	Total-5	21
Tercüman (Istanbul)		16,26,31 Total-3	2,11,20 Total-3	6. Total-1	1,2,3, Total-3	10
Zafer (Ankara)		16.	2,15,10 17,18,19 Total-6	16,21.	15,21.	
		Total-1	Total-6	Total-2	Total-2	11
Yeni Asır (İzmir)		3,16. Total-2		24. Total-1		3

Dans chaque rubrique la publication d'une nouvelle concernant les travailleurs turcs à l'étranger est indiquée par la date, le total marque le nombre de nouvelles publiées chaque mois.

- Cumhuriyet : gauche
- Ulus : gauche, organe du Parti Républicain
- Hürriyet : pro-gouvernemental, centre
- Tercüman : droite, pro-gouvernemental
- Zafer : droite, pro-gouvernemental
- Yeni Asır : pro-gouvernemental

La distribution des nouvelles démontre très clairement que la répercussion des changements économiques s'effectua surtout pendant les mois d'hiver-décembre 66, janvier et février 67-, saison non propice pour le secteur de construction et diminua vers avril 1967, point de départ pour la conjoncture allemande.

Parmi les revues, "Yön", hebdomadaire de gauche, n'attribua aucune attention à la récession; "Akis" (équivalent turc de l'Express) se pencha sur la crise du recrutement en Allemagne en octobre-décembre 1966 ainsi qu'en mars 1967.

On peut résumer que la presse turque ne s'est occupée systématiquement du problème du chômage que pendant les mois de la crise aigüe, soit décembre 1966 et janvier 1967, sans plus tard reprendre le thème non résolu, soit le problème des retours et l'utilisation la plus rationnelle des épargnes. Le problème des renvois globaux n'a pas été évalué comme une conséquence fâcheuse de vaste portée, mais plutôt comme une série d'actes discriminatoires envers les Turcs.

4.- *Interviews au sujet des répercussions de la récession 1966/1967.*

Les résultats d'une série d'interviews approfondi révèlent par voie de contacts personnels, la politique d'emploi appliquée pendant la récession.

4a)- *Explications fournies par les chefs de personnel*

Les chefs de personnel d'entreprises bien connues, comme la maison BMW (Bayerische Motor Werke) producteur d'automobiles, et la firme Daimler-Benz- (Stuttgart) expliquèrent que la crise ne produit pas trop le déclin du chiffre des ouvriers. En 1966, la firme avait sous contrat, 3 500 étrangers ce nombre tomba au sommet de la crise à 2.500. Comme mesures appliquées deux méthodes furent utilisées:

- 1- arrêt de nouveaux recrutements
- 2- renvoi de travailleurs étrangers en faveur des ouvriers allemands.

La maison BMW emploie actuellement 1.580 travailleurs turcs dont 110 travaillent sans interruption depuis cinq années.

La maison Krauss-Maffei à Munich (aciérie) emploie actuellement sur un ensemble global de 6.000 travailleurs, 1.080 étrangers dont 470 Turcs. Pendant la récession de 1966/67, 400 travailleurs furent renvoyés, ce qui rapporta le chiffre des Turcs à 70. La firme prit des dispositions pour retrouver ses anciens collaborateurs au moment du démarrage de la conjoncture. Les malades et les vieux seulement furent refusés.

La maison Hurth à Munich (producteur de mécanisme d'enrouage). En raison de ses nombreux engagements dans le commerce extérieur, la récession n'eut pas de fort retentissement sur la production. Cependant la maison ne prit pas recours à de nouveaux recrutements pendant l'hiver 1966/67. D'après la direction, seulement les éléments non productifs (?) furent renvoyés. La firme emploie actuellement 2.916 travailleurs dont 342 Turcs sur un total de 632 étrangers.

La filiale de la firme Siemens à Munich (industrie électronique). Avec actuellement 7.900 travailleurs dont 5.500 étrangers (2.070 Turcs) la firme n'a presque pas du tout été obligée de renvoyer des ouvriers pendant la récession économique. Une raison spécifique réside dans le fait que grâce à l'existence d'une autre filiale située en Turquie même (Istanbul), la coordination d'une politique de recrutement s'opère à chaque moment.

La Municipalité de Munich emploie actuellement 1.960 étrangers dont 1.300 Turcs. La majorité s'occupe de ramasser les ordures, de nettoyer les rues et les jardins municipaux. Le caractère purement "secteur tertiaire" (service) de cet emploi explique pourquoi il n'y eut pas de renvois.

La firme Daimler-Benz (Sindelfinger) près de Stuttgart emploie depuis 1965 un certain nombre de Turcs, actuellement 1.700 sur 6.500 Travailleurs; il n'y eut pas de renvois pendant la récession, seulement un stoppage de nouveaux recrutements. D'autre part la récession se fit ressentir par le déclin du nombre des permissions pour congés ainsi que d'absence en raison de maladie.

La firme Boch à Stuttgart (Electro-industrie) emploie depuis environ 1965 des travailleurs turcs. Aucune mesure extraordinaire n'a été prise pendant la crise, on arrêta seulement l'augmentation des recrutements.

La filiale de Ford à Cologne est une des premières firmes employant des travailleurs turcs depuis 1961. Actuellement elle compte 12.000 travailleurs étrangers dont 8.500 Turcs. Les mesures appliquées pendant la récession étaient les suivantes:

- Encouragement de prendre des congés prolongés,
- Racourcissement des horaires de travail,
- Stoppage de nouveaux recrutements.

Une filiale de la firme Siemens Bergman, située à Francfort, employant des Turcs depuis 1964, a résolu le problème de la récession en accordant à un certain nombre de travailleurs des congés prolongés, non payés.

La firme Behr à Stuttgart (co-producteur dans l'industrie automobile) emploie depuis 1961 des Turcs en grand nombre. Pendant la crise de 1966/67, 2.000 travailleurs turcs sur un ensemble de 5.000 travailleurs turcs ont été renvoyés. Le chef du personnel estime que la plupart des Turcs renvoyés n'ont pas quitté l'Allemagne mais ont préféré essayer leur chance dans le secteur de la construction. Une importante partie des travailleurs fut reprise après le déclin de la récession.

La firme Blaupunkt à Hildesheim (électronique) emploie actuellement 1.500 travailleurs étrangers. Pendant 1966 ce nombre est descendu à 500 dont 1/5 soit 100 travailleurs furent renvoyés. On utilisa, parmi d'autres mesures, la voie juridique, soit celle de ne pas renouveler les contrats annuels. Comme justification de renvoi fut utilisé le critère suivant: Le degré de contribution dans le processus de production. Environ 20 travailleurs sur 100 renvoyés furent réengagés après le déclin de la récession.

La firme Continental à Hannover (manufacture de pneus) disposait d'un ensemble de 26.800 travailleurs en 1966. La récession fit réduire ce nombre à 24.000. Parmi les 165 travailleurs turcs, 30 environ furent renvoyés. Comme critère de renvoi on utilisa une évaluation subjective, basée sur les difficultés créées dans le procès de travail.

4 b.- *Explications fournies par les représentants des syndicats des comités d'entreprises et d'organisations d'entre-aide sociale.*

M. GURBACA, Conseiller turc du D. G. B. (Confédération des Syndicats Allemands à Berlin-Ouest).

Les pronostics établis par un représentant du mouvement syndical allemand portent ouvertement un caractère assez pessimiste. Pendant la récession de 1967 une partie des travailleurs dont les contrats ne furent pas renouvelés, trouva refuge dans le secteur de la construction. Cependant ce secteur, ayant également une forte tendance à être sujet aux fluctuations saisonnières, élimina par la suite une partie de la main-d'oeuvre additionnelle en renvoyant les travailleurs étrangers sur une base de congé

illimité. Donc on pourrait faire une prévision dans le sens qu'une nouvelle crise économique essaiera de surmonter les difficultés d'une baisse de commande par voie de renvoi des travailleurs étrangers du secteur le plus exposé; en outre la capacité des secteurs voisins, comme la construction ou le service ne pourra assimiler qu'une partie des travailleurs expulsés.

M. TOLUSAL, Représentant Turc du Comité d'Entreprise à Ford-Cologne.

Pendant la récession de 1966 /67, les deux alternatives majeures: renvois en masse ou raccourcissement des horaires de travail, furent discutées. Ford à l'inverse d'Opel, opta pour la seconde mesure. Parmi les renvois, il n'y a pas eu de discrimination entre ouvriers allemands et étrangers, au surplus, les nouveaux venus en raison de leurs contrats valables pour une année, furent exclus du renvoi par voie d'expiration du contrat.

Melle GURKAN (Arbeiterwohlfahrt, Francfort-organisation allemande d'entre-aide sociale).

Le critère principal appliqué aux renvois pendant la récession de 1966 /67 fut le niveau de qualification. Les ouvriers spécialisés et qualifiés furent retenus, les simples manoeuvres sauf dans le cas de contrat de première année, furent licenciés. L'exception dans le cas des nouveaux arrivés se base sur le fait que les employeurs en recrutant la main-d'oeuvre avec l'entraide des organisations officielles, se chargent également du coût du transport, donc raison primordiale en vue d'amortissement, de garder les immigrants arrivés récemment.

M. YAZER (Arbeiterwohlfahrt, Braunschweig-organisation allemande d'entre-aide sociale).

Ce représentant comme les autres collaborateurs turcs, confirme le fait que pendant la récession de 1966 /67, la politique appliquée par diverses usines a été l'élimination de travailleurs étrangers. Comme critère au sujet des renvois furent utilisés aussi bien la qualification professionnelle que l'origine sociale, soit nationalité étrangère. Le phénomène remarquable est le fait que là où se trouvaient des comités d'entreprises avec une forte majorité d'ouvriers allemands, les ouvriers indigènes furent les premiers à exiger une politique de solidarité nationale au détriment des travailleurs étrangers.

M. DEMİREL (Arbeiterwohlfahrt, Stuttgart-Organisation allemande d'entre-aide sociale).

M. DEMİREL estima que la portée des renvois des Turcs avait atteint au sommet de la crise, environ le chiffre de 30.000. Les industries dans la région ont particulièrement réduit leur main d'oeuvre. Les ouvriers ont ressenti un très fort malaise basé sur l'insécurité. Les revendications sociales ne leur furent pas accordées au début, en outre, on utilisa l'abolition du permis de séjour.

De toutes les évidences présentées, un tableau assez clair et convainquant ressort, rehaussant le fait que la main d'oeuvre étrangère sert en premier lieu de moyen - pour atténuer la pénurie de la main-d'oeuvre en période de conjoncture et, -pour servir de frein à la hausse des salaires et des prix, donc comme contre-poids aux germes inflationnistes.

En crise économique ces justifications perdant leurs validités, l'attrait de la main-d'oeuvre disparaît immédiatement et donne place à des mesures discriminatoires.

4. c.- *Explications fournies par un échantillon d'ouvriers turcs*

Une série d'interviews approfondies (29 en tout) conduites en été 1970 en Allemagne Fédérale, ont également aidé à clarifier en partie le problème traité. Ces interviews ont été pratiquées à Berlin, Hannover, Braun schweig, Cologne, Francfort, Stuttgart, Karlsruhe et Munich, villes à forte agglomération d'ouvriers turcs. Ces sondages ne prétendent pas avoir un caractère représentatif, cependant essayent comme matériel d'une étude pilote, de dépister le trend actuel comme il s'est développé depuis le début de la crise.

Parmi ces 29 ouvriers interviewés, plus de la moitié avaient réussi à surmonter la récession sans être licenciés, bien que tous avaient été exposés aux diverses manifestations de la crise. Une partie ont même aidé leurs compatriotes en leur offrant asile, aide financière, etc... Certains furent surpris d'avoir été renvoyés de leur travail pendant leurs congés. Il y eut presque autant d'ouvriers qui furent repris dans leurs anciennes entreprises que ceux qui ont été obligés de chercher de nouveaux emplois. En général, un glissement de la main d'oeuvre du secteur métallurgique vers les secteurs de construction et des services a pu être enregistré.

En outre, il convient relever de le fait que malgré le retour temporaire de 30.417 travailleurs en Turquie au début de 1967 seulement 78 personnes ont demandé d'être placées dans un emploi par l'intermédiaire du Service de Placement Turc. La même tendance continua à se montrer pendant la seconde moitié de 1967. Des 23.192 personnes rentrées en Turquie fin 1967, seulement 455 se sont présentées au Service Turc de Placement¹⁵ La difficulté de placement fut expliquée par le Service de Placement d'une part par l'inclination des retournés pour des occupations de nature indépendante, d'autre part par les exigences exprimées par les travailleurs turcs mêmes pour être incorporé dans le travail industriel. Tout cela explique pourquoi la très grande majorité de travailleurs turcs rentrés ont considéré leur retour dans le pays comme un phénomène temporaire et firent tout leur possible pour retrouver un emploi à l'étranger.

Le témoignage personnel d'une partie des travailleurs turcs renvoyés pendant la récession, reflète la tendance mentionnée. I. AKTOPRAK, en Allemagne depuis 1964, employé comme ouvrier de nettoyage des places publiques de la Municipalité de Karlsruhe, dit: "Pendant la crise, cette Municipalité n'employait que des Turcs. Au début, les pères de famille nombreuse et les gens âgés furent licenciés, environ 400 à 500 ouvriers. Après avoir utilisé leurs dernières épargnes, ils ont été obligés de retourner en Turquie. Un ami et moi avons réussi à convaincre un fonctionnaire de la Municipalité de nous rendre notre ancien travail."

A. İÇLİER de Denizli, en Allemagne depuis, 1962, travaillait dans une sidérurgie à Coburg. Fin 1966, il fut obligé de prendre son congé au retour de quel il fut employé dans le secteur de la construction.

I. ILKSOY de Kayseri, fut réduit au chômage pendant les premiers 4 mois de la récessions et partit en Hollande pour vivre chez son frère. Il fut ramené en Allemagne par une citoyenne allemande de laquelle il avait eu un enfant.

H. ALAGÖZ, en Allemagne depuis, 1963, retourna en Turquie avec un tracteur en juin 1966 juste avant la crise. Il comptait assurer son existence en louant son tracteur, cependant les paysans auxquels il offrait ses services ne pouvaient même pas payer

¹⁵ İş ve İşçi Bulma Kurumu (Service du Travail), *Yurd dışındaki Türk işçileri*, V. 1969, P. 6

le loyer du tracteur. Il présenta trois diverses requêtes pour pouvoir retourner en Allemagne et y réussit en 1969.

Y. DEMİREZ d'Ankara, travaillant à Hamburg, se trouva en congé pendant le début de la crise et ne fut pas repris à son retour. Il chercha toute sorte d'emplois, même les travaux les plus pénibles et mal vus, et toujours on lui opposa un refus catégorique. Chômeur pendant 3 mois, il fut obligé d'accepter l'aide de son oncle. Finalement il trouva en emploi à Karlsruhe. Les autorités allemandes ont refusé de lui verser une indemnité de chômage, l'encourageant constamment à rentrer dans son pays.

A. KORKMAZ de Nevşehir dit: "Au début de la crise tous les travailleurs étrangers de notre entreprise firent licenciés (14 décembre 1966). Les autorités allemandes (Arbeit samt) n'ont pas payé les indemnités de chômage". Il trouva après deux mois un emploi à Bonn, mais la direction du travail refusa la permission de travail en soutenant que les ouvriers allemands jouissaient d'une priorité. Il fut obligé de retourner à Karlsruhe et d'attendre jusqu'au mois d'avril en profitant, entre temps, de l'aide financière de ses collègues.

I. ALAGÖZOĞLU de Bolu, partit fin 1966 en congé au retour duquel il ne fut pas repris, et fut obligé de rendre le logement qui appartenait à l'entreprise. Il resta chômeur pendant un mois sans toucher d'indemnité pour être finalement repris par le même entreprise après la fin de la récession.

Akay TURBEN d'Istanbul, se trouve en Allemagne depuis 10 ans. Après avoir été employé dans six entreprises différentes, travaille actuellement chez Ford comme interprète. Il affirme ne pas avoir entendu parler d'aucun renvoi pendant la crise de 1966/67.

H. EGEMEN, actuellement chez Ford, travaillait auparavant dans la manufacture des chaussures chez Salamandre; il n'a pas été touché par la crise.

H. ZENGİN, employé en 1966 chez BASF, Ludwigshafen, industrie de chimie, n'a pas été atteint par la récession.

H. SARIBOĞA, travaillant dans une fabrique de caoutchouc, a survécu à la récession grâce au raccourcissement d'heures de travail.

En résumé: Le témoignage personnel d'un groupe de travailleurs turcs, établis depuis au moins 4 ans en Allemagne, démont-

re que la récession économique a suscité assez brutalement une série de réactions négatives au sujet des travailleurs étrangers, dans notre cas au sujet des ouvriers turcs.

Cependant, une distinction importante doit être faite.

1.- Les mesures discriminatoires, exercés sous forme de renvois, de refus à renouveler de contrat de travail, de réintégration dans l'effectif de l'entreprise en question, de diminution d'heures de travail, ne peuvent être généralisées pour la récession de 1966 /67. Les statistiques fournies ont démontré que la crise économique n'avait atteint que certains secteurs, notamment la métallurgie (produits de métal, industrie d'automobiles, matériel de transportation), la chimie (produits chimiques), le textile (caoutchouc et plastiques).

2.- L'impact de la crise économique infligea surtout la grande masse des ouvriers non qualifiés qui, pour surmonter cette crise, se lancèrent dans les secteurs de construction et services. Faute de mieux, ils se contentèrent de tâches extrêmement pénibles, fatigantes, salissante et en plus ils étaient soumis aux fatigantes, salissantes et en plus ils étaient soumis aux conditions climatiques, néfastes. Ce glissement de secteurs plus mécanisés vers des secteurs axés sur une main-d'oeuvre exigeant uniquement des fonctions manuelles, fournit un refuge suffisamment large pour englober un gros lot de chômeurs.

3.- Le fait que, exception faite de la Belgique, la récession ne toucha pas d'autres pays européens employant également des travailleurs étrangers, permit aux chômeurs turcs de profiter de la pratique fraternelle coutumière. De cette façon, ils purent passer un certain temps chez des compatriotes, situés en Hollande Autriche, Danemark etc...

4.- En outre, il faut également souligner l'important avantage de la connaissance de la langue allemande ainsi que du niveau de qualification, car même dans les entreprises situées dans les secteurs touchés par la crise, le groupe de travailleurs turcs parlant l'allemand fut exempté du licenciement ou réengagé aussitôt que la conjoncture démarra.

5.- Ce phénomène explique pourquoi malgré l'existence d'un assez important nombre d'emplois vacants sur le marché de travail en Turquie, les applications faites aux autorités turques sont restées au-dessous du minimum. La grande partie des tra-

vailleurs turcs, qui passèrent un congé prolongé et force en Turquie ou qui se décidèrent pour un retour définitif, ne possédaient presque aucune qualification qui leur aurait permis d'obtenir un placement dans l'industrie allemande.

6.- L'adaptation des travailleurs turcs aux conditions de travail, l'ensemble de la sécurité sociale offerte dans les pays d'émigration ainsi que le volume d'activité syndicale fournissent des raisons supplémentaires pour empêcher un recrutement des retournés dans les entreprises du pays natale. Conformément aux observations de Krahenbuhl, seulement un petit groupe d'employeurs se déclara prêt à intégrer des ouvriers turcs dans leurs entreprises. La cause principale de cette attitude se trouve dans la réticence d'exposer à un groupe d'ouvriers indigènes, des éléments ayant participé à une activité industrielle dans un pays avec un standing beaucoup plus élevé. Cette tendance se révéla aussi bien pour le secteur privé que pour les milieux dirigeants des entreprises économiques de l'Etat.

7.- Vu l'évolution de la récession économique de 1966/67 et ses réactions en Turquie, il n'apparaît pas erroné de prévoir qu'en cas d'une future crise, la Turquie servira plutôt d'abri à une main-d'oeuvre expulsée.

La réintroduction subite d'un assez important groupe de main-d'oeuvre en 1966/67 n'a exercé aucune impression remarquable sur le marché du travail turc.¹⁶ Dans la mesure où il acquit un caractère parasitaire, le résultat fut la consommation rapide des épargnes. Seules les diverses initiatives mises en valeur par les retournés hors du secteur industriel notamment l'établissement de diverses petites entreprises de service, artisanat et commerce, constituèrent un nouveau champs d'activité économique.

8.- Le refus de retourner en Turquie par une importante partie d'ouvriers licenciés, démontre avec clarté qu'une prise de conscience, basée sur un manque de confiance envers toute forme de développement économique et social en Turquie, a effectivement touché la couche la moins éduquée de la classe ouvrière. En outre, cette attitude donne lieu à deux phénomènes assez curieux: d'un côté les travailleurs turcs se sentent isolés, négligés

¹⁶ Bernard Kayser, *Cyclically determined homeward flows of migrant workers*, OECD, Paris, 1972. P. 51-52

et affligés en qualité d'étrangers au moment de la crise, autrement dit leur sentiment de mener une existence marginale a certainement été augmentée. En même temps ils prétendent avoir acquis en quittant leur propre pays, un statut social supérieur aux citoyens restés dans le pays. Cette attitude contradictoire les empêche de retourner dans le milieu ouvrier et les pousse de plus en plus à entreprendre des activités de placement de capitaux ou d'initiatives commerciales.

L'hypothèse faite par Krahenbuhl sur la négligence du côté des pouvoirs publics de contrôler l'immigration et les places vacantes au marché de travail en Turquie, ne semble pas être justifiée. La politique générale du gouvernement ainsi que les motivations individuelles s'orientent de plus en plus vers une mentalité qui s'éloigne de l'utilisation d'une main-d'oeuvre, formée et qualifiée par un séjour prolongé dans une économie intensivement industrialisée. Les objectifs concrets pour les travailleurs turcs sont: l'investissement de leurs épargnes dans des coopératives agricoles ou des compagnies mixtes en qualité d'investisseurs.

Il serait erroné de s'attendre au moment d'une nouvelle récession - à moins qu'un changement profond dans la structure socio-économique se réalise - à ce que la main-d'oeuvre non qualifiée et restée sans emploi, puisse s'intégrer avec facilité dans les cadres vacants de l'industrie nationale turque.